

Communiqué commun

# Conférence de Doha sur le climat

samedi 1er décembre 2012, par [Agir pour l'environnement](#), [AITEC](#), [Attac France](#), [Bizi !](#), [Confédération paysanne](#), [Les Amis de la Terre](#), [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 29 novembre 2012).

## **M. Hollande, le climat n'attend plus !**

### **A quand une véritable politique de sobriété et d'efficacité énergétique ?**

François Hollande avait annoncé lors de la Conférence environnementale vouloir être exemplaire en matière de lutte contre le réchauffement climatique et a proposé que la France accueille la Conférence de l'ONU sur le climat de 2015. La Conférence de Doha (Qatar, 26 nov-7 déc) vient de s'ouvrir, mais les actes sont très éloignés des discours.

Alors que l'Agence internationale de l'énergie a déclaré dans son dernier rapport qu'il ne fallait pas consommer plus d'un tiers des réserves prouvées d'énergies fossiles d'ici à 2050 pour avoir une chance sur deux de ne pas dépasser les 2°C de réchauffement global à la fin du siècle, le gouvernement français semble loin d'avoir pris la mesure des transformations nécessaires. Malgré de nombreuses déclarations, François Hollande et son gouvernement laissent la porte ouverte à la possibilité d'exploration et d'exploitation des gaz et pétroles de schiste, ils s'entêtent à construire un nouvel aéroport international inutile et nocif, ils privilégient les projets de lignes à grande vitesse au détriment des lignes classiques, ils entendent poursuivre le développement de la filière nucléaire avec la construction de l'EPR, autant de verrous pour entamer une véritable transition énergétique.

La France et l'Union européenne ne peuvent être considérés comme de bons élèves en matière climatique alors que leurs résultats et leurs engagements sont plus qu'insuffisants. Les négociations internationales sur les dérèglements climatiques et les multiples politiques mises en œuvre depuis près de vingt ans n'ont pas enrayer l'augmentation des émissions des gaz à effets de serre et le réchauffement climatique global. Au contraire, de nouveaux records sont battus quasiment chaque année. On ne compte plus les rapports annonçant des perspectives de réchauffement climatique au delà des 2°C. Les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient et s'intensifient. Mais nos gouvernements laissent inchangées des politiques climatiques fondées sur des mécanismes de marché qui ont fait preuve de leur inefficacité.

Là où les pays de l'Union européenne devraient réduire leurs émissions de 30 à 40 % en 2020 par rapport à 1990, selon les préconisations du GIEC, la réduction des émissions européennes corrigées des émissions liées aux produits importés est d'à peine 4%. Loin d'avoir incité les industriels à réduire leurs émissions et d'avoir permis la substitution d'énergies renouvelables aux énergies fossiles, le marché carbone européen est un échec patent. Surabondants, les droits d'émission délivrés gratuitement par les pays se négocient actuellement à seulement quelques euros. Leur vente constitue bien souvent un effet d'aubaine pour un grand nombre d'industriels fortement dotés et un effet d'opportunité pour la finance carbone. Par ailleurs, les mécanismes de flexibilité et de compensation carbone permettent à ces mêmes industriels d'éviter de réduire leurs propres émissions en finançant des projets hautement contestables dans les pays du Sud.

La conférence de Doha se situe dans la droite ligne de la séquence Copenhague-Durban qui a siphonné toute possibilité d'engagement contraignant en termes de réductions d'émissions, qui a

considérablement affaibli le protocole de Kyoto sans fournir les financements additionnels attendus tout en discréditant le processus de négociations onusien. La précédente conférence, à Durban (Afrique du Sud), avait abouti en effet à un accord sans engagement, condamnant la planète à une augmentation de la température globale de plus de 4°C. Les responsabilités sont désormais diluées à travers la négociation d'un nouveau mandat pour 2015 qui ne serait applicable qu'en 2020.

Dans un contexte de crises où les enjeux climatiques et plus largement écologiques sont relégués au second plan malgré l'urgence à agir, le gouvernement français doit clairement afficher ses choix : accompagner cette inertie des Etats et renoncer à ses engagements, ou faire siennes les alertes des scientifiques et les exigences et propositions portées par les mouvements sociaux. Dans ce cas, il s'agit d'abandonner immédiatement les grands projets inutiles, de financer une politique de sobriété et d'efficacité énergétique à la hauteur des enjeux, d'accroître les ambitions de réductions d'émissions de l'UE, d'abandonner les dispositifs liés à la finance carbone pour introduire une taxation internationale sur l'énergie et un moratoire général sur toute nouvelle exploration d'énergies fossiles. Nous attendons de la France et de l'Union européenne une politique exemplaire, seule capable de leur donner une légitimité pour accélérer les négociations internationales afin d'aboutir au plus vite à un accord international contraignant, juste et à la hauteur des enjeux.

29 novembre 2012

**Agir pour l'environnement - Aitec - Attac France - Bizi ! Confédération paysanne - Les Amis de la Terre - Solidaires**

---